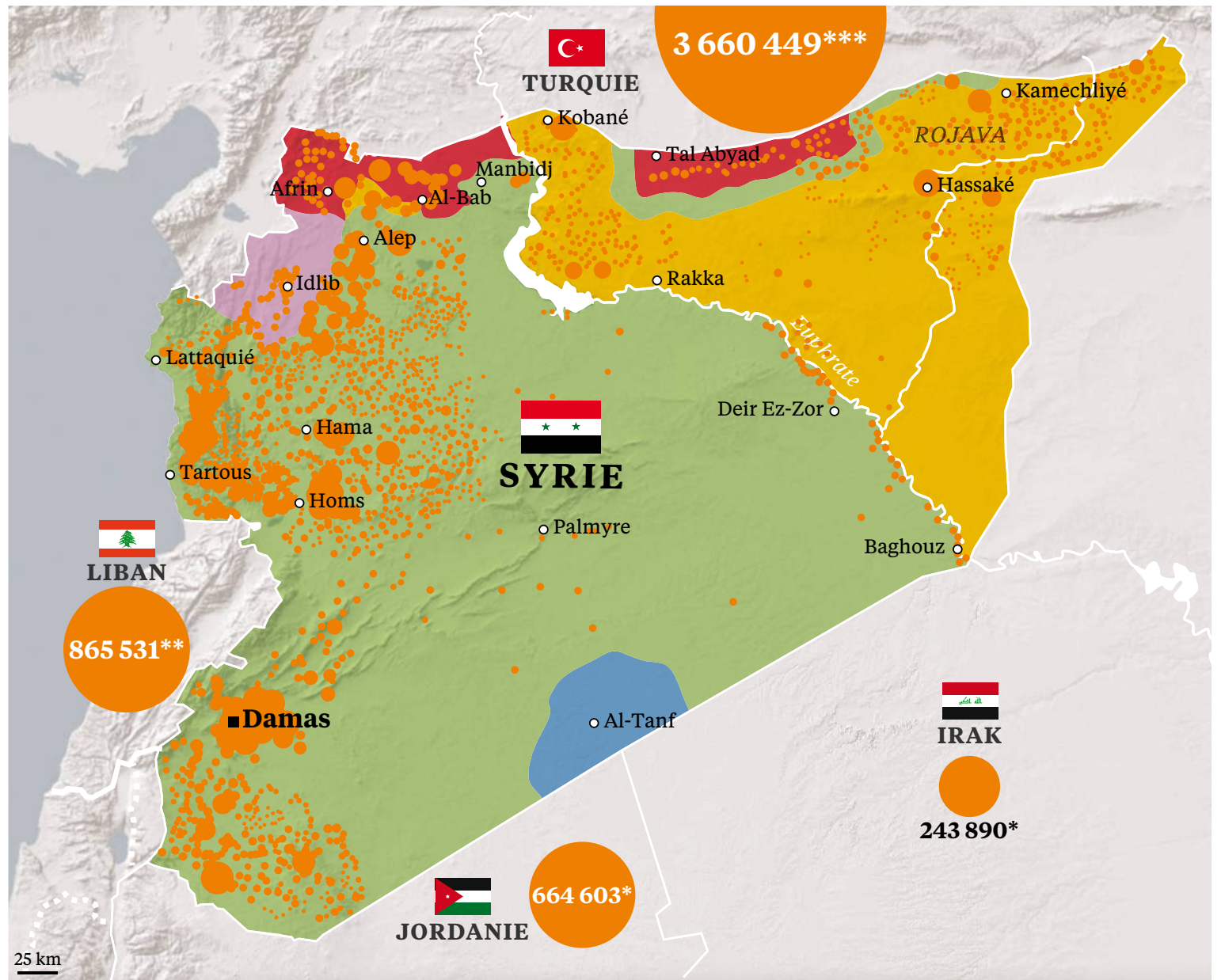


La Syrie, un pays en miettes

Les réfugiés syriens, après dix ans de guerre (1/3)

Dix ans après les premières manifestations contre le régime, la Syrie est en ruines et onze millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées à l'étranger. Les négociations politiques sont au point mort et Bachar Al Assad s'apprête à briguer un quatrième mandat présidentiel. La population est prise en otage et l'aide internationale n'est pas suffisamment financée.

La Syrie toujours divisée, après dix ans de guerre

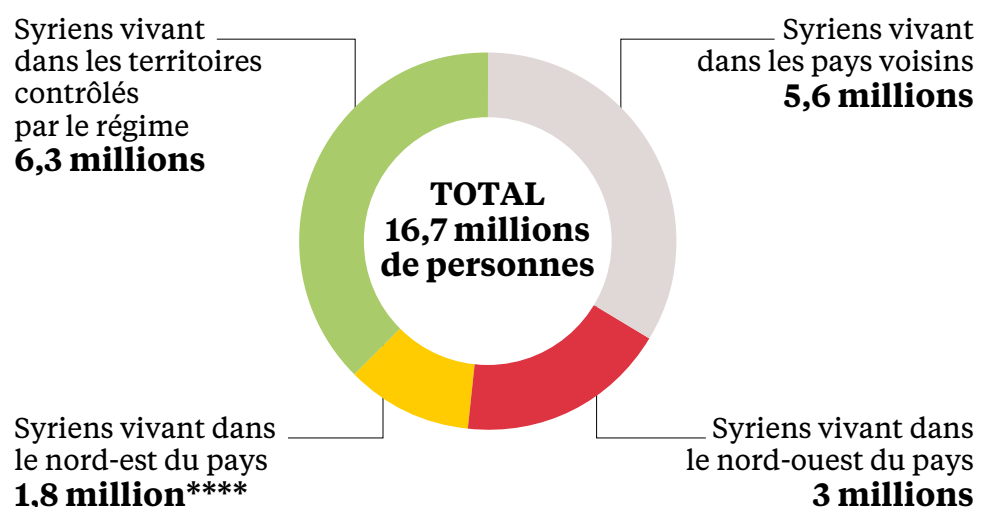


Territoires contrôlés par :

- le régime syrien, soutenu par la Russie et l'Iran
- les Kurdes (FDS, alliance soutenue par les États-Unis)
- les djihadistes (Hayat Tahrir al-Cham, issue d'Al Qaïda)
- « l'Armée nationale syrienne » (ANS) soutenue par la Turquie
- les États-Unis

● Population qui manque d'aide humanitaire

Nombre total de personnes ayant besoin d'aide humanitaire



*au 28 février 2021 - **au 31 décembre 2020 - ***au 3 mars 2021 - ****au 9 octobre 2019
Sources: UNHCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)



Rakka, le 20 décembre 2020. Tout est à reconstruire dans cette ville qui fut la capitale de Daech. Delil Souleiman/AFP

— Qui contrôle le territoire syrien ?

Le mardi 15 mars 2011, alors que les présidents tunisien Ben Ali et égyptien Moubarak viennent d'être renversés par des soulèvements populaires, des manifestations éclatent à Deraa, dans le sud de la Syrie. Les habitants protestent contre l'arrestation de jeunes auteurs de graffitis moquant Bachar Al Assad. Le comportement brutal et cynique des forces de sécurité fait monter la tension. En quelques semaines, un soulèvement populaire tourne à la guerre civile.

Dix ans plus tard, le bilan est effroyable : le pays est détruit, la moitié de la population a été poussée vers l'exil et Bachar Al Assad, l'indétrônable président, s'appête à briguer un quatrième mandat cet été. Le conflit s'est ramifié, internationalisé. Aujourd'hui, le territoire syrien est morcelé, séparé en plusieurs entités entre lesquelles l'hostilité couve.

Grâce au soutien de la Russie et de l'Iran à partir de 2015, le régime syrien a repris le contrôle de la majorité de la Syrie, en particulier sa partie ouest que l'on appelait autrefois « la Syrie utile », lorsqu'elle concentrait l'essentiel de la population et de l'économie.

Son autorité reste toutefois contestée par Daech : le califat créé en 2014 sur des territoires syriens et irakiens a, en principe, été vaincu en mars 2019 à Baghouz,

mais des cellules résiduelles demeurent dans le vaste désert de la Badiya qui s'étend de la province centrale de Homs jusqu'à celle de Deir Ez-Zor. Leurs attaques répétées font de nombreuses victimes au sein des forces du régime et de leurs alliés russe et iranien.

Le nord du pays reste, lui aussi, dans une situation extrêmement conflictuelle. Largement dominées par les Unités de protection du peuple (YPG, branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK créé en 1978 en Turquie) et soutenues par les États-Unis, les Forces démocratiques syriennes ont profité de la lutte contre Daech pour étendre leur zone d'influence tout au long de la frontière turque.

La Turquie soutient à bout de bras la dernière enclave rebelle d'Idlib, au nord-ouest, dominée par les djihadistes.

Ankara a fini par en prendre ombrage. Avec les opérations militaires Bouclier de l'Euphrate (2016 et 2017) puis Source de paix (2019), la Turquie a pris le contrôle d'un territoire le long de sa frontière baptisé « zone de sécurité ». Les forces kurdes en ont été délogées et remplacées par des supplétifs turcs : l'Armée nationale syrienne.

Enfin, la Turquie soutient à bout

de bras la dernière enclave rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest, dominée par les djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham. Damas rêve d'en reprendre le contrôle, mais Ankara redoute de devoir accueillir sur son sol les 3 millions de Syriens qui y vivent.

— Quelle est la situation des Syriens ?

Le conflit aurait fait autour de 400 000 morts, dont une grande majorité de civils dans des bombardements aériens ou des attaques à l'arme chimique. Des dizaines de milliers de Syriens ont également disparu dans les prisons du régime. Et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU dénombre 2,9 millions de personnes qui vivent avec une invalidité permanente.

Aux destructions causées par la guerre s'ajoute désormais une violente crise économique, synonyme de flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation. Selon le Programme alimentaire mondial, trois quarts des 17 millions de Syriens vivent aujourd'hui dans l'insécurité alimentaire.

La situation est catastrophique en zone gouvernementale, où il faut faire la queue plusieurs heures pour obtenir un peu de pain subventionné, mais aussi dans le nord-est de la Syrie et à Idlib, où vivent de nombreux déplacés. Elle est tout aussi difficile pour une partie des 6,6 millions

de réfugiés syriens à travers le monde. Mais les pays donateurs se lassent. Lors de la conférence réunie à Bruxelles lundi 30 mars, ils se sont engagés à verser 6,4 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros) en soutien aux Syriens alors que l'ONU avait fixé un objectif de 10 milliards de dollars.

Les agences onusiennes et les ONG ont du mal à atteindre l'ensemble des populations dans le besoin. Le régime syrien exige un contrôle sur l'aide distribuée en zone gouvernementale et souhaiterait même que toute l'aide internationale – y compris celle destinée aux zones rebelles – transite par Damas et non plus directement par la Turquie ou l'Irak.

Lors de l'ouverture de la conférence, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a sèchement demandé la réouverture de deux postes frontaliers fermés en 2020 et exigé le renouvellement de l'accord sur celui de Bab Al-Hawa, qui expire en juillet prochain : « *Le respect de la souveraineté d'un État n'a jamais visé à lui garantir le droit d'affamer sa population, de la priver de soins, de bombarder des hôpitaux ou de commettre toute autre atteinte aux droits fondamentaux* », a-t-il affirmé.

— Où en sont les négociations politiques ?

Les négociations intersyriennes organisées à partir de 2012 sous le nom de « processus de Genève »

repères

L'UE principal donateur

L'Union européenne est de loin le premier donateur d'aide aux réfugiés et déplacés syriens. Les États membres et la Commission européenne ont mobilisé 24,9 milliards d'euros depuis 2011.

Lors d'une conférence internationale, les 29 et 30 mars, les Européens ont promis 3,7 milliards d'euros (deux tiers venant des États membres, un tiers de la Commission), sur un total de 5,3 milliards d'euros alloués pour 2021 et au-delà.

Les États-Unis ont promis d'apporter 510 millions d'euros aux Syriens restés dans leur pays ou réfugiés dans les pays voisins (Liban, Jordanie, Turquie, Irak, Égypte).

Le Royaume-Uni a annoncé une aide de 240 millions d'euros, soit un tiers de ce qu'il donnait les années précédentes.

La Russie affirme dépenser « environ 150 millions de dollars par an sur divers programmes pour soutenir le peuple syrien ».

ont toutes tourné court. Et les rares résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ayant échappé à un veto russe n'ont jamais été appliquées, en particulier la résolution 2254 votée en 2015, qui appelait à « une transition politique » et à la tenue d'élections « libres et régulières ».

Fin 2019, après deux années d'efforts, un Comité constitutionnel syrien a été créé sous l'égide de l'ONU « pour permettre le dialogue entre le régime et l'opposition ». L'idée a été validée par Moscou lors de la conférence de Sotchi, organisée à l'initiative de la Russie, de l'Iran et de la Turquie, trois pays clés dans la résolution du conflit qui se réunissent régulièrement au sein du « processus d'Astana ». Composé de 150 membres issus des deux camps et de la société civile, le Comité constitutionnel a pour mission de rédiger une nouvelle Constitution ou d'amender celle existante, et d'ouvrir la voie à des élections présidentielles en 2021.

Aujourd'hui, les négociations sous l'égide de l'ONU comme le processus dit d'Astana – paralysé par les différends entre l'Iran et la Turquie – sont dans l'impasse. Une partie de la société civile concentre désormais ses efforts sur la lutte juridique contre l'impunité, en tentant de faire condamner en Europe les crimes du régime syrien.

Anne-Bénédicte Hoffner

Mardi Reportage à Gaziantep, base arrière des Syriens en Turquie